

Art. 6. Artikel 13 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. De Gewesten verwachten gemiddeld het volgende aantal werknemers tewerk te stellen in het kader van de doorstromingsprogramma's :

	<u>1998</u>	<u>1999</u>
— Vlaams Gewest :	6.000	6.000
— Waals Gewest :	3.000	3.000
— Brussels Hoofdstedelijk Gewest :	800	1.000

Art. 7. In hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt een artikel 16 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 16. Overgangs- en slotbepalingen.

De ondertekende partijen verbinden er zich toe, ieder in het kader van haar bevoegdheden, de nodige maatregelen te nemen om dit samenwerkingsakkoord zo spoedig mogelijk uit te voeren. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking uiterlijk 15 mei 1998.

De forfaitaire vergoeding van 12.000 BEF per maand, bedoeld in artikel 7, eerste lid, van het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende doorstromingsprogramma's vóór de wijziging ervan bij dit samenwerkingsakkoord, blijft van toepassing in geval van ten minste : tijdse tewerkstelling krachtens een arbeidsovereenkomst die aanvangt op 1 januari 1999 en tot de einddatum ervan. »

Gedaan te Brussel, op 15 mei 1998 in 6 originele exemplaren.

Voor de Federale Staat :

M. SMET,

Minister van Tewerkstelling en Arbeid

J. PEETERS,

Staatssecretaris voor Maatschappelijk Integratie

Voor het Vlaamse Gewest :

L. VAN DEN BRANDE,

Minister-President

I. KELCHTERMANS,

Vlaams Minister van Leefmilieu en Tewerkstelling

Voor het Waalse Gewest :

R. COLLIGNON,

Minister-President

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE,

Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling en Opleiding

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

Ch. PICQUE,

Minister-President, bevoegd voor Ondergeschikte Besturen, Werkgelegenheid, Monumenten en Landschappen



F. 98 — 1937

[C - 98/27444]

**16 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997
créant un programme de transition professionnelle**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, modifié par le décret du 16 juillet 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 11 mai 1998;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 21 avril 1998;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 21 avril 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mars 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 mai 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que cet arrêté est essentiel pour permettre aux employeurs et aux travailleurs de bénéficier des dispositions plus favorables qu'il prévoit conformément à l'accord de coopération du 15 mai 1998 entre l'Etat fédéral et les Régions modifiant l'accord de coopération du 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle, à l'accord de coopération du 3 juin 1998 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone modifiant l'accord de coopération du 3 juillet 1997 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif au programme de transition

professionnelle au décret du 16 juillet 1998 modifiant le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle et que tout retard dans l'adoption définitive de cet arrêté aurait des conséquences négatives sur la réinsertion des demandeurs d'emploi et compromettrait la politique de promotion de l'emploi considérée comme prioritaire par le Gouvernement wallon;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. § 1^{er}. Lorsque les activités exercées dans le cadre du programme de transition professionnelle relèvent de la compétence de la Région wallonne, la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret s'élève à :

1° 14.000 F par mois si le travailleur est occupé au moins à mi-temps;

2° 25.000 F par mois si le travailleur est occupé au moins à quatre cinquièmes temps.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont octroyés pour moitié par le Ministre et pour moitié par le Ministre dont relèvent les activités exercées.

§ 2. Lorsque les activités exercées dans le cadre du programme de transition professionnelle relèvent de la compétence de la Communauté française ou de la Communauté germanophone, la subvention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret s'élève à :

1° 7.000 F par mois si le travailleur est occupé au moins à mi-temps;

2° 12.500 F par mois si le travailleur est occupé au moins à quatre cinquièmes temps.

Il y a lieu d'y ajouter la subvention de la Communauté française ou de la Communauté germanophone visée par l'accord de coopération du 3 juillet 1997 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif au programme de transition professionnelle, modifié par l'accord de coopération du 3 juin 1998 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont octroyés par le Ministre.

§ 3. Les montants des subventions visées aux §§ 1^{er} et 2 ne peuvent avoir pour effet que l'allocation de l'Etat fédéral et l'exonération de la cotisation patronale visées à l'article 4, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret, la subvention de la Communauté française ou de la Communauté germanophone visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret, la subvention de la Région wallonne visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret et, le cas échéant, les rétributions données aux employeurs par les bénéficiaires des services rendus par les travailleurs occupés dans le programme de transition professionnelle dépassent la rémunération visée à l'article 6 du décret et les cotisations sociales y afférentes.

Dans ce cas, les montants des subventions visées aux §§ 1^{er} et 2 sont réduits à due concurrence.

§ 4. Les montants des subventions visées aux §§ 1^{er}, 2 et 3 sont fixés à la date de début de l'exécution du contrat de travail et sont dus pendant toute la période d'occupation dans les liens de ce contrat de travail sans préjudice de la durée maximale d'occupation prévue à l'article 9 du décret.

Les montants des subventions visées aux §§ 1^{er}, 2 et 3, sont calculés au prorata des journées ouvrant le droit à la rémunération. »

Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 2, les mots « cinq mois » sont remplacés par les mots « trois mois »;

2° le § 3 est abrogé;

3° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. L'administration émet un avis sur la demande et transmet un dossier complet ainsi qu'une proposition de décision au Ministre dans un délai de 30 jours calendrier à compter de la communication de la décision visée au § 2, alinéa 6. »;

4° le § 7, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant :

« § 7. L'administration notifie la décision au FOREm, à l'employeur et à l'Office national de l'Emploi. »;

5° le § 9 est remplacé par la disposition suivante :

« § 9. Tout engagement non encore réalisé au-delà des délais visés au § 8 ne peut donner lieu à l'application du décret.

L'occupation du travailleur peut avoir lieu dès que l'employeur est en possession du document attestant que le travailleur remplit les conditions d'engagement prévues aux articles 2 et 9 du décret. Ce document est délivré par le directeur de la direction subrégionale de l'emploi.

L'octroi des avantages prévus à l'article 4, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o, du décret est conditionné par l'approbation du contrat par le directeur de la direction subrégionale de l'emploi.

Le directeur de la direction subrégionale de l'emploi n'approuve le contrat qu'après avoir vérifié que le travailleur remplit les conditions d'engagement prévues aux articles 2 et 9 du décret et en communique une copie à l'Office national de l'Emploi. »

Art. 3. La subvention de 24.000 F par mois, la subvention de 12.000 F par mois, visées à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, b, et § 2, alinéa 1^{er}, b, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle avant qu'il n'ait été modifié par le présent arrêté, et la subvention de 12.000 F par mois de la Communauté française ou de la Communauté germanophone visée à l'article 7, § 1^{er}, 2^o, b, de l'accord de coopération du 3 juillet 1997 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif au programme de transition professionnelle avant qu'il n'ait été modifié par l'accord de coopération du 3 juin 1998 entre la Région wallonne, la Communauté française et la Communauté germanophone, restent d'application en cas d'occupation à trois quarts temps au moins dans les liens d'un contrat de travail qui a commencé à être exécuté avant le 1^{er} janvier 1999 et aussi longtemps que ce contrat de travail n'a pas pris fin.

Art. 4. Le décret du 16 juillet 1998 modifiant le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle produit ses effets le 1^{er} juin 1998, à l'exception de l'article 1^{er} qui entre en vigueur le 1^{er} octobre 1998.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 1998.

Art. 6. Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON
Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

D. 98 — 1937

[C - 98/27444]

16. JULI 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 1997 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms, abgeändert durch das Dekret vom 16. Juli 1998;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 1997 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms;

Aufgrund des am 11. Mai 1998 abgegebenen Gutachtens des "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 21. April 1998 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

Aufgrund des am 21. April 1998 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen) der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 26. März 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 7. Mai 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, in seiner durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und 4. August 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß der vorliegende Erlaß unerläßlich ist, um den Arbeitgebern und Arbeitnehmern zu ermöglichen, in den Genuß der günstigeren Bestimmungen zu gelangen, die er in Übereinstimmung mit dem Zusammenarbeitsabkommen vom 15. Mai 1998 zwischen dem Föderalstaat und den Regionen zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. März 1997 zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms, mit dem Zusammenarbeitsabkommen vom 3. Juni 1998 zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 3. Juli 1997 zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms und mit dem Dekret vom 16. Juli 1998 zur Abänderung des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms enthält; in der Erwägung, daß jegliche Verzögerung bei der endgültigen Verabschiedung dieses Erlasses negative Folgen auf die Wiedereingliederung der Arbeitssuchenden haben würde und die Politik zur Förderung der Beschäftigung, die von der Wallonischen Regierung als vorrangig betrachtet wird, dadurch beeinträchtigt würde;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 1997 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 2 - § 1. Wenn die im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms ausgeübten Tätigkeiten in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen, beläuft sich der in Artikel 4, Absatz 1, 3° des Dekrets festgelegte Zuschuß auf:

a) 14.000 BEF monatlich, wenn der Arbeitnehmer wenigstens halbezeitbeschäftigt wird;

b) 25.000 BEF monatlich, wenn der Arbeitnehmer wenigstens vierfünftelzeitbeschäftigt wird.

Die in Absatz 1 angeführten Beträge werden zur Hälfte durch den Minister und zur Hälfte durch den für die ausgeübten Tätigkeiten zuständigen Minister gewährt.

§ 2. Wenn die im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms ausgeübten Tätigkeiten in den Zuständigkeitsbereich der Französischen Gemeinschaft oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft fallen, beläuft sich der in Artikel 4, Absatz 1, 3° des Dekrets festgelegte Zuschuß auf:

a) 7.000 BEF monatlich, wenn der Arbeitnehmer wenigstens halbezeitbeschäftigt wird;

b) 12.500 BEF monatlich, wenn der Arbeitnehmer wenigstens vierfünftelzeitbeschäftigt wird.

Diesen Beträgen ist der Zuschuß der Französischen Gemeinschaft oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft hinzuzurechnen, der in dem am 3. Juli 1997 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms, in seiner durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 3. Juni 1998 zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft abgeänderten Fassung, festgelegt wird.

Die in Absatz 1 angeführten Beträge werden durch den Minister gewährt.

§ 3. Die Beträge der in den Paragraphen 1 und 2 genannten Zuschüsse dürfen nicht als Folge haben, daß die Zulage des Föderalstaats und die Befreiung der Arbeitgeberbeiträge gemäß Artikel 4, Absatz 1, 1° des Dekrets, der Zuschuß der Französischen Gemeinschaft oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft gemäß Artikel 4, Absatz 1, 2° des Dekrets, der Zuschuß der Wallonischen Region gemäß Artikel 4, Absatz 1, 3° des Dekrets und gegebenenfalls die von den Empfängern der durch die im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms beschäftigten Arbeitnehmer erbrachten Leistungen den Arbeitgebern gezahlten Vergütungen die in Artikel 6 des Dekrets erwähnte Entlohnung mit den entsprechenden Sozialbeiträgen überschreiten.

In diesem Falle werden die Beträge der in den Paragraphen 1 und 2 genannten Zuschüsse in entsprechendem Maße verringert.

§ 4. Die Beträge der in den Paragraphen 1, 2 und 3 genannten Zuschüsse werden am Tag, an dem die Ausführung des Arbeitsvertrags anfängt, festgelegt, und sind während der ganzen Beschäftigungsdauer im Rahmen dieses Arbeitsvertrags auszuzahlen, unbeschadet der in Artikel 9 des Dekrets vorgesehenen Höchstbeschäftigungsdauer.

Die Beträge der in den Paragraphen 1, 2 und 3 genannten Zuschüsse werden im Verhältnis zur Anzahl Tage, die Anrecht zu einem Gehalt geben, berechnet.»

Art. 2 - Artikel 3 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° in § 1, Absatz 2, wird der Wortlaut "fünf Monate" durch den Wortlaut "drei Monate" ersetzt;

2° § 3 wird aufgehoben;

3° § 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 4. Die Verwaltung erteilt ein Gutachten über den Antrag und übermittelt dem Minister eine vollständige Akte sowie einen Beschlusentwurf innerhalb von 30 Kalendertagen ab der Mitteilung des in § 2, Absatz 6 genannten Beschlusses.»;

4° § 7, Absatz 1 wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«§ 7. Die Verwaltung notifiziert den Beschluß dem FOREm, dem Arbeitgeber und dem Landesarbeitsamt.»;

5° § 9 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 9. Jegliche Einstellung, die bei Ablauf der in § 8 angeführten Fristen noch nicht vorgenommen wurde, fällt nicht in den Anwendungsbereich des Dekrets.

Die Beschäftigung des Arbeitnehmers darf stattfinden, sobald der Arbeitgeber über die Unterlage verfügt, die bescheinigt, daß der Arbeitnehmer die in den Artikeln 2 und 9 des Dekrets festgelegten Einstellungsbedingungen erfüllt. Diese Unterlage wird von dem Direktor der subregionalen Direktion für die Beschäftigung ausgestellt.

Die Gewährung der in Art. 4, Absatz 1, 1°, 2° und 3° des Dekrets vorgesehenen Vorteile hängt von der Genehmigung des Vertrags durch den Direktor der subregionalen Direktion für die Beschäftigung ab.

Der Direktor der subregionalen Direktion für die Beschäftigung genehmigt den Vertrag erst nachdem er überprüft hat, daß der Arbeitnehmer die in den Artikeln 2 und 9 des Dekrets festgelegten Einstellungsbedingungen erfüllt. Anschließend übermittelt er dem Landesarbeitsamt eine Abschrift des Vertrags.»

Art. 3 - Der Zuschuß in Höhe von 24.000 BEF pro Monat, der Zuschuß in Höhe von 12.000 BEF pro Monat, gemäß Artikel 2, § 1, Absatz 1, b und § 2, Absatz 1, b des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. November 1997 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms vor dessen Abänderung durch den vorliegenden Erlaß, und der Zuschuß der Französischen Gemeinschaft oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Höhe von 12.000 BEF pro Monat gemäß Artikel 7, § 1, 2°, b des Zusammenarbeitsabkommen vom 3. Juli 1997 zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms vor dessen Abänderung durch das Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft, bleiben anwendbar im Falle einer Beschäftigung, die mindestens einer Dreiviertelzeitbeschäftigung entspricht im Rahmen eines Arbeitsvertrags, dessen Ausführung vor dem 1. Januar 1999 begonnen hat und dies solange dieser Arbeitsvertrag nicht zu Ende gegangen ist.

Art. 4 - Das Dekret vom 16. Juli 1998 zur Abänderung des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogrammes wird am 1. Juni 1998 wirksam, mit Ausnahme des Artikels 1, der am 1. Oktober 1998 in Kraft tritt.

Art. 5 - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Juni 1998 wirksam.

Art. 6 - Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Juli 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 98 — 1937

[C - 98/27444]

16 JULI 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse regering van 6 november 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma

De Waalse regering,

Gelet op het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, gewijzigd bij het decreet van 16 juli 1998;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 november 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 11 mei 1998;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 21 april 1998;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 21 april 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 maart 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 mei 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit essentieel is om de werkgevers en werknemers voordeel te laten trekken uit de gunstigere beschikkingen waarin het voorziet krachtens het samenwerkingsakkoord van 15 mei 1998 tussen de Federale Staat en de Gewesten tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende het doorstromingsprogramma, het samenwerkingsakkoord van 3 juni 1998 tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het doorstromingsprogramma, en het decreet van 16 juli 1998 tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, en dat het uitstellen van de definitieve goedkeuring van dit besluit negatieve gevolgen zou hebben voor de wederinschakeling van de werkzoekenden en voor het beleid inzake de bevordering van de werkgelegenheid, dat de Waalse regering als een prioriteit beschouwt;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Waalse regering van 6 november 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 2. § 1. Wanneer de in het kader van het doorstromingsprogramma verrichte activiteiten onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest vallen, bedraagt de in artikel 4, eerste lid, 3°, van het decreet bedoelde toelage :

1° 14.000 BEF per maand als de werknemer ten minste halftijds tewerkgesteld is;

2° 25.000 BEF per maand als de werknemer ten minste 4/5-tijds tewerkgesteld is.

De helft van de bovenbedoelde bedragen wordt door de Minister verleend, de andere helft door de Minister die bevoegd is voor de uitgeoefende activiteiten.

§ 2. Wanneer de in het kader van het doorstromingsprogramma verrichte activiteiten onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap of van de Duitstalige Gemeenschap vallen, bedraagt de in artikel 4, eerste lid, 3°, van het decreet bedoelde toelage :

1° 7.000 BEF per maand als de werknemer ten minste halftijds tewerkgesteld is;

2° 12.500 BEF per maand als de werknemer ten minste 4/5-tijds tewerkgesteld is.

Daarbij komt de toelage van de Franse Gemeenschap of van de Duitstalige Gemeenschap, waarvan sprake in het samenwerkingsakkoord van 3 juli 1997 tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het doorstromingsprogramma, gewijzigd bij het samenwerkingsakkoord van 3 juni 1998 tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap.

De in het eerste lid bedoelde toelagen worden door de Minister verleend.

§ 3. De bedragen van de in § 1 en § 2 bedoelde toelagen mogen niet tot gevolg hebben dat de bijdrage van de Federale Staat en de vrijstelling van de werkgeversbijdrage, bedoeld in artikel 4, eerste lid, 1°, van het decreet, alsook de in artikel 4, eerste lid, 2°, van het decreet bedoelde toelage van de Franse Gemeenschap of van de Duitstalige Gemeenschap, de in artikel 4, eerste lid, 3°, van het decreet bedoelde toelage van het Waalse Gewest, en, in voorkomend geval, de bijdragen die aan de werkgevers worden betaald door de begunstigden van diensten die verleend worden door de in het kader van het doorstromingsprogramma tewerkgestelde werknemers, hoger zijn dan de in artikel 6 van het decreet bedoelde bezoldiging en de desbetreffende sociale bijdragen.

In dit geval worden de bedragen van de in § 1 en § 2 bedoelde toelagen verminderd tot het passende beloop.

§ 4. De bedragen van de in de §§ 1, 2 en 3 bedoelde toelagen worden vastgesteld op de datum waarop de arbeidsovereenkomst begint te lopen, en zijn verschuldigd voor de hele periode waarin de werknemer tewerkgesteld is op grond van een arbeidsovereenkomst, onverminderd de in artikel 9 van het decreet bedoelde maximale tewerkstellingsduur.

De bedragen van de in de §§ 1, 2 en 3 bedoelde toelagen worden berekend op grond van het aantal dagen dat recht geeft op de bezoldiging. »

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden "vijf maanden" vervangen door de woorden "drie maanden";

2° § 3 wordt opgeheven;

3° § 4 wordt gewijzigd als volgt :

« § 4. Het bestuur brengt advies uit over de aanvraag en bezorgt de Minister een volledig dossier en doet hem een voorstel van beslissing binnen een termijn van 30 kalenderdagen, te rekenen vanaf de mededeling van de in § 2, zesde lid, bedoelde beslissing. » ;

4° § 7, eerste lid, wordt gewijzigd als volgt :

« § 7. Het bestuur deelt de beslissing mee aan de "FOREm", de werkgever en de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening. » ;

5° § 9 wordt gewijzigd als volgt :

« § 9. Het decreet kan niet toegepast worden op werknemers die niet binnen de in § 8 bedoelde termijn zijn aangeworven.

De werknemer mag tewerkgesteld worden zodra de werkgever beschikt over het document waaruit blijkt dat de werknemer de in de artikelen 2 en 9 van het decreet bedoelde aanwervingsvoorwaarden vervult. Het document wordt afgegeven door de directeur van de subregionale directie voor arbeidsbemiddeling.

De in artikel 4, eerste lid, 1°, 2° en 3°, van het decreet bedoelde voordelen worden toegekend na goedkeuring van de overeenkomst door de directeur van de subregionale directie voor arbeidsbemiddeling.

De directeur van de subregionale directie voor arbeidsbemiddeling keurt de overeenkomst pas goed nadat hij zich ervan heeft vergewist dat de werknemer de in de artikelen 2 en 9 van het decreet bedoelde voorwaarden vervult. Hij stuurt een afschrift van de overeenkomst aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening. »

Art. 3. De maandelijkse toelage van 24.000 BEF, de maandelijkse toelage van 12.000 BEF, bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, b, en § 2, eerste lid, b, van het besluit van de Waalse regering van 6 november 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, voordat het bij dit besluit werd gewijzigd, en de maandelijkse toelage van 12.000 BEF van de Franse Gemeenschap of van de Duitstalige Gemeenschap, bedoeld in artikel 7, § 1, 2°, b, van het samenwerkingsakkoord van 3 juli 1997 tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het doorstromingsprogramma voordat het werd gewijzigd bij het samenwerkingsakkoord van 3 juni 1998 tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap, blijven van toepassing als de werknemer ten minste 3/4-tijds tewerkgesteld is op grond van een arbeidsovereenkomst die vóór 1 januari 1999 begint te lopen, en zo lang die niet afgelopen is.

Art. 4. Het decreet van 16 juli 1998 tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1998, met uitzondering van artikel 1 dat in werking treedt op 1 oktober 1998.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1998.

Art. 6. De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

[S - C - 98/14101]

30 MAART 1998. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1996 houdende benoeming van de voorzitter, bepaalde leden en de secretarissen van de Commissie voor Erkenning der Aannemers

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken, inzonderheid op artikel 13, gewijzigd bij de wet van 19 september 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1996 houdende benoeming van de voorzitter, bepaalde leden en de secretarissen van de Commissie voor Erkenning der Aannemers, inzonderheid op artikel 2, 4°, a) en b), gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 maart 1996;

Gelet op het voorstel van de Nationale Centrale van metaal-, hout- en bouwvakarbeiders VZW van 20 januari 1998 houdende de vervanging van de heer F. Duhamel door Mevr. H. Masschelein;

MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

[S - C - 98/14101]

30 MARS 1998. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 1996 portant nomination du président, de certains membres et des secrétaires de la Commission d'Agréation des Entrepreneurs

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux, notamment l'article 13, modifiée par la loi du 19 septembre 1994;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1996 portant nomination du président, de certains membres et des secrétaires de la Commission d'Agréation des Entrepreneurs, notamment l'article 2, 4°, a) et b), modifié par l'arrêté royal du 5 mars 1996;

Vu la proposition du 20 janvier 1998 de la "Nationale Centrale van metaal-, hout- en bouwvakarbeiders" de remplacer M. F. Duhamel par Mme. H. Masschelein;